



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire délivré à la société Rémondis pour son établissement situé sur le territoire communal d'Amblainville (60110)

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mars 2013 autorisant la société Rémondis à exploiter un centre de transit de déchets sur la commune d'Amblainville ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2014 autorisant la réorganisation des stockages des huiles et des produits de la photochimie, ainsi que la réception de déchets complémentaires par la société Rémondis sur le site qu'elle exploite à Amblainville ;

Vu la demande de la société Rémondis du 30 octobre 2015 en vue d'être autorisée à procéder aux mélanges prévus aux articles D. 541-12-2 et L. 541-7-2 du code de l'environnement ;

Vu la demande de la société Rémondis du 5 septembre 2016 en vue d'être dispensée de renseigner l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571 ;

Vu les dossiers transmis à l'appui ;

Vu le rapport et les propositions du 8 septembre 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) émis lors de la séance du 22 septembre 2016 au cours de laquelle le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 17 octobre 2016 ;

Vu le courriel du 2 novembre 2016 par lequel l'exploitant indique qu'il n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que la société Rémondis exerce des opérations de mélanges de déchets dangereux de catégories différentes et de mélanges de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ;

Considérant que la pratique susvisée est interdite par le premier alinéa de l'article L.541-7-2 du code de l'environnement mais qu'elle est néanmoins possible compte tenu des dispositions de l'article D.541-12-2 du code de l'environnement sous certaines conditions ;

Considérant que la société Rémondis a transmis au préfet de l'Oise un dossier en vue de répondre aux exigences de l'article D.541-12-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le dossier susvisé établi par la société Rémondis présente l'ensemble des documents prévus par l'article D.541-12-2 du code de l'environnement ;

Considérant que la société Rémondis a démontré, via le dossier susvisé, que les opérations de mélange sont réalisées selon les Meilleures Techniques Disponibles et sans mettre en danger la santé humaine, sans nuire à l'environnement, sans aggraver les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement ;

Considérant que les opérations de mélanges de déchets dangereux de catégories différentes et de mélanges de déchets dangereux avec des déchets non dangereux doivent être encadrées par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire tel que prévu par l'article D.541-12-2 du code de l'environnement ;

Considérant que la société Rémondis transforme ou réalise un traitement de déchets (dangereux ou non) aboutissant à des déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux ;

Considérant que cette pratique doit être encadrée par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire tel que prévu par l'article 3 de l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ;

Considérant que les prescriptions additionnelles susvisées ne peuvent être prises qu'après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Les dispositions du présent article complètent l'article 5.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mars 2013 délivré à la société Rémondis pour son établissement situé ZAC les Vallées – rue de Bruxelles à Amblainville (60110), ainsi qu'il suit :

Article 5.1.13 : dispense à l'annexe 2 :

Lorsque des opérations de regroupement ou de prétraitement de déchets (dangereux ou non) aboutissant à d'autres déchets (dangereux ou non) ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux sont réalisées, l'exploitant n'est pas tenu d'informer l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure.

En outre, lorsque des opérations de regroupement ou de prétraitement de déchets dangereux aboutissant à d'autres déchets dangereux ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux, l'exploitant n'est pas tenu de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01 visé par l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 (fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005) lors de la réexpédition de ces déchets vers une autre installation.

Les déchets dangereux concernés par cet article sont ceux visés d'un astérisque en **annexe** du présent arrêté.

Toutefois, l'exploitant doit mentionner l'opération d'élimination/valorisation (code D/R) qui a été réalisée sur le bordereau de suivi des déchets qu'elle retourne au producteur, ainsi qu'une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire. De même, l'exploitant émet un nouveau bordereau de suivi des déchets en tant que producteur du déchet dangereux.

Les déchets dangereux regroupés ou mélangés sur le site et faisant l'objet d'une dispense à l'annexe 2 susvisée doivent être déclarés en tant que déchets dangereux produits sur le site internet du ministère en charge des installations classées.

L'exploitant tient également à la disposition des autorités compétentes la liste des déchets faisant l'objet d'opérations de regroupement ou de prétraitement aboutissant à d'autres déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux.

Pour les déchets subissant des opérations de regroupement ou de prétraitement de déchets aboutissant à d'autres déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un bilan global des matières entrantes et sortantes.

Article 2 :

Les dispositions du présent article remplacent celles du 2^{ème} alinéa de l'article 5.3.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mars 2013 de la société Rémondis :

Sur le site d'Amblainville, le mélange de déchets dangereux de catégories différentes et le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux est autorisé. Toutefois, ces opérations sont effectuées selon les Meilleures Techniques Disponibles sans mettre en danger la santé humaine ni nuire à l'environnement et sans aggraver les effets nocifs sur l'une et l'autre.

Les déchets concernés par cet article sont ceux visés en annexe du présent arrêté en tant que « regroupement avec mélange ».

Sur le site d'Amblainville, le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets est interdit.

Lorsqu'un mélange de déchets dangereux a été réalisé en méconnaissance des alinéas précédents, une opération de séparation doit être effectuée si le mélange a pour conséquence de mettre en danger la santé humaine ou de nuire à l'environnement, dans la mesure où elle est techniquement et économiquement possible, dans une installation visée à l'article L.511-1 du code de l'environnement soumise à autorisation ou à enregistrement.

Article 3 :

L'inobservation des conditions imposées par le présent arrêté est susceptible d'entraîner l'application des suites administratives prévues au titre I du livre V du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 4 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire d'Amblainville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **01 DEC. 2016**

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires

M. le Directeur de la société REMONDIS

M. le Maire d'Amblainville

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

M. le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la DREAL

ANNEXE

Code déchet	Type	Regroupement avec ou sans mélange ou traitement
15 01 10* Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Emballages vides souillés	Traitement
20 01 01 Papier et carton	Papier, carton	Traitement
20 01 39 Matières plastiques	Plastiques	Traitement
09 01 01* Bains de développement aqueux contenant un activateur, 09 01 02* Bains de développement aqueux pour plaques offset, 09 01 03* Bains de développement contenant des solvants, 09 01 05* Bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation	Bains photochimiques	Traitement
20 01 33* Piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03, et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles 16 06 04 Piles alcalines	Piles	Regroupement avec mélange
16 06 01* Accumulateurs au plomb	Batteries	Regroupement avec mélange
16 05 04* Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	Aérosols	Regroupement avec mélange
20 01 21* Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Tubes fluorescents	Regroupement sans mélange
18 01 10* Déchet d'amalgames dentaires	Amalgames dentaires	Regroupement sans mélange
20 01 21* Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Thermomètres	Regroupement sans mélange
09 01 07 Pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent	Radiographie	Regroupement sans mélange
09 01 06 Déchets contenant de l'argent provenant du traitement <i>in situ</i> des déchets photographiques	Paillettes d'argent	Regroupement sans mélange
08 03 19* Huiles dispersées 14 06 03* Autres solvants et mélanges de solvants	Huiles dispersées assimilées à des solvants	Regroupement avec mélange
13 01 10* Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale, 13 01 11* Huiles hydrauliques synthétiques, 13 01 13* Autres huiles hydrauliques, 13 02 05* Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale, 13 02 06* Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques, 13 02 08* Autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification 16 01 13* Liquides de frein	Huiles usagées	Regroupement avec mélange
07 07 01* Eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Eaux de lavage ;	Regroupement avec mélange

Code déchet	Type	Regroupement avec ou sans mélange ou traitement
08 04 10 Déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09.	Pâteux	Regroupement sans mélange
08 04 09* Déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses.		
08 04 11* Boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses.		
08 01 13* Boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses.		
08 01 14 Boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13.		
08 01 21* Déchets de décapants de peintures ou vernis.		
08 03 12* Déchets d'encres contenant des substances dangereuses.		
08 03 13 Déchets d'encres autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12.		
08 03 14 Boues d'encre contenant des substances dangereuses.		
08 03 15 Boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14.		
20 01 27* Peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses.	Ferraille	Regroupement sans mélange
16 01 17 Métaux ferreux et 20 01 40 Métaux		
17 02 01 Bois		
17 02 04* Bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances		
20 01 99 Autres fractions non spécifiées ailleurs	Poteaux créosotés	Regroupement sans mélange
	DIB	Regroupement sans mélange

